DIAL 3342

L'Équateur de 2015 : l'épuisement d'un modèle dans un contexte de crise mondiale

François Houtart

jeudi 15 octobre 2015, mis en ligne par Dial

Après les mobilisations d'août 2015 contre le gouvernement de Rafael Correa, DIAL propose deux textes pour mettre en lumière les enjeux et acteurs des événements. Le premier texte, ci-dessous, a été rédigé par François Houtart. Il analyse les événements d'août en les replaçant dans un contexte national et international plus large. Le second date d'août 2013 mais permet de mieux saisir les positions d'un des acteurs clés des mobilisations, le mouvement indien.

---

23 août 2015, Quito.

Pour comprendre une situation aussi complexe que la conjoncture internationale chaotique actuelle, dont les tenants et aboutissants échappent à la capacité d'action de n'importe quel pays, et en particulier celle des pays du Sud, il est important d'éviter les explications simplistes qui réduisent les processus sociaux au volontarisme collectif ou individuel, car elles débouchent inévitablement sur des accusations mutuelles, et sont même susceptibles de conduire à l'usage de la violence institutionnelle ou spontanée.

Pour autant, on ne saurait nier la lutte des intérêts économiques qui, tant au niveau national qu'international, dominent le paysage, orientent les politiques et colonisent les esprits. D'ailleurs, s'il y a plusieurs façons de concevoir la lutte contre l'hégémonie du capital, la pertinence du choix dans la manière de le faire ne peut être jugée que par ses résultats. C'est pourquoi nous allons analyser, dans un premier temps, le contexte local et global, pour ensuite aborder les événements du mois d'août 2015.

Ce texte a pour objectif d'élaborer des hypothèses dont la discussion est bienvenue. En ce qui concerne notre utilisation du terme modèle, celui-ci ne doit pas être compris comme étant lié à un système de valeurs en soi. Il s'agit plutôt d'un objet social qui prend forme selon la logique adoptée par les acteurs sociaux, à des fins qu'ils se sont fixés. Donc, lorsque nous parlons d'un modèle de modernisation de la société, nous ne remettons pas en question l'intention de changer une société dans un sens de progrès, mais nous tenterons d'analyser le concept de modernité qui est sous-jacent et ses conséquences sociales.

1. Le contexte des manifestations d'août 2015

La double dimension de leur contexte, national et mondial, est assez claire. Dans l'ensemble du continent et à l'intérieur de chaque pays, on peut noter des éléments spécifiques qui caractérisent les différentes étapes de l'épuisement du modèle actuel. L'élément le plus important cependant est l'impact de la crise mondiale à l'échelle nationale et les répercussions vécues par chaque pays.

À l'échelle nationale

La grève et le « soulèvement » indien d'août 2015 sont en fait le résultat d'une situation qui se détériorait

depuis un certain temps déjà. Faisant suite à une période de chaos politique qui accompagna la sortie progressive de l'ère néolibérale en Équateur, une Constitution fut élaborée en 2008 et le pays connut une période de stabilité qui lui permit l'élaboration de plans de développement, le rétablissement du rôle actif de l'État, la reconstruction des services publics et l'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation des plus démunis.

Un changement économique et social

Bénéficiant de la hausse des prix des matières premières et d'une nouvelle politique fiscale, des transformations socio-économiques ont dès lors pu être mises en œuvre en Équateur. Des mesures sociales importantes furent enclenchées en faveur du travail déclaré et de l'augmentation du salaire minimum, la reconnaissance du travail des femmes au foyer a permis l'accès à une pension de retraite minimale pour cette catégorie sociale et des investissements importants dans les secteurs de la santé et de l'éducation ont été engagés. De grands travaux publics pour l'accès à la souveraineté énergétique sont toujours en cours d'exécution ; l'Équateur s'est doté ces dernières années de centaines de kilomètres de nouvelles routes.

Pourtant, un peu plus de deux ans après le début du deuxième mandat du président Rafael Correa, les mobilisations se sont généralisés dans le pays, non seulement au sein des différentes composantes de la droite, mais également au sein des classes populaires. Ce mécontentement s'explique par plusieurs facteurs, dont le principal est l'épuisement d'un modèle de modernisation de la société. Si ce modèle a engrangé d'importantes réussites sociales et a permis de nombreux investissements publics, il n'a pas été capable de transformer le mode d'accumulation et les contradictions fondamentales de ce dernier, débouchant notamment sur une destruction dramatique de l'environnement, la prolétarisation d'une partie du paysannat, la désintégration des cultures indiennes et une urbanisation peu contrôlée. Il s'agit, comme le président Rafael Correa l'a lui-même appelé, de la construction d'un « capitalisme moderne » fondé sur un nouveau modèle productif. Ce dernier favorise l'accélération des exportations d'énergies fossiles (pétrole, mines) et agricoles (bananes, sucre, palmier, brocoli et agrocarburants par le biais des monocultures), réduit les importations, assure la souveraineté énergétique et remplace ainsi l'exploitation pétrolière, dont le pic sera atteint prochainement, par l'extraction minière et l'agrobusiness.

Il s'agit donc d'un programme cherchant à engranger rapidement et efficacement des progrès matériels au bénéfice du peuple équatorien, piloté de façon dynamique et incluant l'adoption de connaissances et de technologies de pointe. L'Équateur est probablement le pays d'Amérique latine qui a su profiter du meilleur des réussites de ce modèle. En outre, il a joué un rôle de premier plan pour l'intégration latino-américaine et l'image du pays à l'étranger a été transformée de manière positive.

D'un point de vue social, une classe moyenne dotée d'un accès appréciable à la consommation de biens importés a pu se développer ; près de deux millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à la mise en place de programmes efficaces, mais qui eurent pour effet d'augmenter leur dépendance vis-à-vis de politiques « assistentialistes » ; le pouvoir politique de la vieille oligarchie capitaliste a été diminué. Enfin, les partis politiques traditionnels, connus sous le nom de « particratie », ont été évincés. En même temps, de nouveaux groupes capitalistes « modernes » et économiquement efficaces se sont renforcés, grâce à des processus accélérés d'accumulation dans les domaines de la finance, de la construction, du commerce, des télécommunications, de l'agro-industrie et chez les intermédiaires des nouveaux investisseurs, notamment chinois.

Peu à peu, une droite « moderne », située à la fois dans l'opposition et au sein du gouvernement, est parvenue à se constituer. Les recettes fiscales issues de la taxe sur la valeur ajoutée se sont accrues et de nouveaux impôts ont été créés. Ces mesures fiscales restent néanmoins modérées à l'égard des plus riches et n'ont pas touché certains intérêts étrangers. Par ailleurs, l'État a récupéré une participation croissante des profits des sociétés minières, ce qui lui a permis de financer ses programmes sociaux. Dans l'agriculture, le gouvernement a soutenu les monocultures d'exportation de haute productivité, avec comme corrélat la destruction de l'environnement et du tissu social en milieu rural. Cette politique a été menée au détriment de l'agriculture paysanne et familiale, alors que celle-ci produit jusqu'à ce jour plus

de 60% de l'alimentation du pays et garantit sa souveraineté alimentaire.

La droite équatorienne opposée à l'actuel gouvernement est plurielle. Il y a d'abord la vieille oligarchie, représentée par Alvaro Noboa, à la tête de la production bananière, mais qui n'a plus guère de poids politique. Le reste de la droite d'opposition se divise en trois branches principales : CREO qui compte avec le banquier et ex-ministre Guillermo Lasso ; le Parti social-chrétien (de nos jours appelé Madera de Guerrero) avec Jaime Nebot, l'actuel maire de Guayaquil, et SUMA avec le maire de Quito, Mauricio Rodas. Chacune de ces trois branches est liée à des intérêts économiques spécifiques. Ainsi, l'opposition de droite n'a pas de direction ni de programme unique, et elle se caractérise essentiellement par son opposition au Président Correa, en utilisant comme principale stratégie l'infiltration des mobilisations sociales.

Mais, il y a aussi la droite présente au sein du gouvernement d'Alianza País, le groupe politique de Rafael Correa. Ses membres acceptent la lutte contre la pauvreté car celle-ci leur permet d'élargir les bases du marché, le travail formel et la sécurité sociale. Ils acceptent même de payer un certain montant de taxes, à condition que la stabilité politique leur permette de prolonger un processus d'accumulation accéléré dans certains secteurs de l'économie.

Plusieurs leaders indiens ont approché des personnalités de droite de l'opposition, afin d'exiger la démission du président Correa, au sein d'un front commun, comme cela s'était produit dans le passé avec d'autres présidents. Mais ils ont été désavoués par la CONAIE (Fédération des organisations indiennes). En outre, il ne fait aucun doute que les services secrets des États-Unis (CIA et d'autres) sont actifs pour fomenter le désordre, comme toujours. Mais ils ne peuvent être considérés comme la principale cause des processus socio-politiques qui se développent actuellement dans le pays. La théorie du complot est dangereuse dans la mesure où elle peut cacher les causes profondes de ces processus.

Par ailleurs, certains groupes sociaux (les médecins, les travailleurs du secteur pétrolier, les retraités, les étudiants à l'université) ont défendu des intérêts corporatifs face aux réformes, certes nécessaires, mais souvent imposées d'en haut, en l'absence de tout dialogue réel et même en plusieurs cas de manière arbitraire, ce qui eut pour effet de faire reculer le gouvernement afin de rectifier ses erreurs. Dans le cas particulier des lois sur l'héritage et la spéculation, l'incompréhension a été si profonde que la droite est parvenue à susciter une réaction de rejet de la part d'une grande partie des classes moyennes et populaires, y compris par des paysans et des Indiens, malgré le fait que ces mesures étaient destinées à une meilleure répartition des richesses. Il y a eu, dans ce cas, un déficit évident en matière de communication, en raison d'un flux d'information trop vertical, sans prêter suffisamment attention aux réactions de ceux qui la reçoivent. Ce fut l'un des effets d'une équipe de gouvernement trop centrée sur elle-même et pour qui la seule façon d'assurer la continuité du modèle repose sur un amendement de la Constitution permettant d'assurer la réélection du président.

Ce projet, qui identifie la modernisation de la société avec le concept du « *buen vivir* » (le « bien vivre » selon la conception traditionnelle des peuples indiens) a généré progressivement un malaise généralisé, malgré des résultats positifs indéniables. D'une part, les groupes politiques qui avaient conclu un accord avec le gouvernement d'Alianza País ont perdu leur part de pouvoir et se sont séparés. De l'autre, des questions comme la défense de la nature par les mouvements sociaux, les droits des travailleurs touchés par le nouveau modèle de production, l'organisation de syndicats dans le secteur public, la plurinationalité, le lien entre les territoires et l'identité des peuples autochtones… ont été considérées comme des obstacles au projet de modernisation du pays. Le nouveau Code pénal global (Código Integral Penal, COIP) et certains décrets présidentiels tels que le Décret 16 sur les organisations sociales, sont les instruments utilisés pour limiter leurs actions. Simultanément, des mouvements parallèles favorables aux politiques du gouvernement ont été créés, s'appuyant sur une base fragile mais assez large, car constituée en grande partie sur des avantages économiques immédiats ou fruits du modèle de modernisation, entré aujourd'hui en crise.

Un changement dans la gestion politique

En même temps, s'est développé dans le pays un appareil d'État assez pesant et qui a été utilisé, dans

plusieurs cas, comme un outil partisan pour assurer la continuité du projet politique où l'influence du pouvoir exécutif est déterminante. Il s'agit d'un État administré par une organisation politique pluriclassiste (Alianza País), où les forces de droite ont occupé un espace toujours plus grand dans les secteurs stratégiques, notamment à partir du deuxième mandat présidentiel.

L'ensemble de ces processus sont davantage le résultat de logiques sociales que de calculs individuels, même si ces derniers existent bel et bien. Ce sont des évolutions inhérentes à l'exercice d'un pouvoir qui cherche à atteindre l'efficacité et à poursuivre ses objectifs politiques depuis le sommet, tout en pouvant compter sur un fort soutien populaire. Il ne s'agit pas de déterminisme, mais bien d'un ensemble de conditionnements qui peuvent toujours être inversés par une autre conception du pouvoir.

Les peuples indiens

Dans cet ensemble, les peuples indiens possèdent leur spécificité. En 2007, lors des débuts du nouveau système politique, une Constitution très avancée fut adoptée, qui incluait les droits de la nature, reconnaissait les droits collectifs des peuples indiens et déclarait l'Équateur État plurinational. Elle compta sur le soutien de la CONAIE (Confédération des nationalités indiennes d'Équateur), considérée comme un véritable gouvernement des nationalités, qui avait joué un rôle clé dans le soulèvement indien de 1990.

Peu à peu, vint la déception devant la non-application de la Constitution dans les questions relatives aux territoires, à la mise en place de l'éducation bilingue ; face à l'absence de réforme agraire, aux nouvelles lois et codes qui encouragent les monocultures, à la dépossession du contrôle communautaire de l'eau en général et des páramos [1] en particulier, pour ne rien dire du mépris, des insultes et de la délégitimation systématique de la part du pouvoir. Dans les politiques sociales de l'État, les Indiens furent considérés en tant que pauvres, paysans ou citoyens, mais pas comme des communautés, des peuples, des nationalités. La marche du 8 mars 2012 n'a pas été suffisamment entendue par le pouvoir politique. Le projet de modernisation est apparu de plus en plus comme destructeur de l'identité indienne. Ce n'était pas forcément l'intention, mais ce fut en tout cas le résultat, même de la part de personnes bien intentionnées, mais qui éprouvaient beaucoup de difficultés à comprendre dans son essence la réalité et la perspective des peuples indiens.

L'accélération de la dissolution socio-culturelle des communautés et des peuples indiens par le développement urbain, le démantèlement du tissu social en milieu rural, le système éducatif, les médias, la société de consommation, le renforcement de la propriété individuelle, la folklorisation de la culture et de la cosmovision indienne, sont tous des facteurs qui, intégrés à la politique officielle, ont créé un sentiment de vrai désespoir et de profonde déception pour de nombreux Indiens. Par ailleurs, nombre d'Indiens sont entrés dans le système et ont contribué à la formation d'une « bourgeoisie » indienne, dont les réactions politiques sont similaires à celles de la nouvelle classe moyenne en croissance.

Pour les organisations indiennes, la visite du Pape François a rajouté un élément circonstanciel à cet état de choses, à cause de l'invisibilisation des peuples indiens et de leurs dirigeants durant ces trois jours, une situation très différente de celle d'il y a 30 ans, lorsqu'une rencontre du pape Jean-Paul II avec plus de 300 000 Indiens eut lieu à Latacunga. À cette occasion, Mgr Leonidas Proaño fut proclamé « l'évêque des Indiens ». En 2015, le seul qui ait rendu hommage à sa mémoire a été le Président de la République dans son discours de bienvenue au Pape. Pendant le restant de sa visite, le silence a été complet.

Manifestement, l'alternative ne consiste pas à créer des « réserves » ou des « parcs zoologiques » comme le vice-président de la Bolivie, Alvaro Garcia Linera, les a nommées, mais de reconnaître les droits historiques des peuples qui ont été dépossédés de leurs terres et de leurs cultures, d'abord par un capitalisme mercantile et colonial triomphant et ensuite par leur intégration dans un capitalisme mondialisé. L'alternative dans ce cas consiste à réparer l'injustice historique pour permettre aux peuples indiens de vivre le « *Sumak Kawsay* » et de maintenir leurs identités avec des bases matérielles suffisantes. Soutenir l'agriculture indienne, l'éducation bilingue, la justice autochtone, les organisations indiennes en milieu urbain, la délimitation des territoires sont quelques-unes des mesures qui pourraient contribuer à une transformation tournée vers l'avenir. C'est dans ce contexte que doivent être

interprétées les réactions des organisations indiennes historiques, perçues par de nombreuses personnes de la société équatorienne comme irrationnelles ou exagérées.

D'autres éléments de type politique et social

On devrait également aborder de nombreux autres aspects de la situation en Équateur, comme l'utilisation des médias par le pouvoir qui, malgré le fait de ne pas avoir supprimé la liberté de la presse, comme certains médias de droite l'affirment, se caractérise par une hyper-communication de type vertical mise au service du modèle de modernisation, et dont l'effet est davantage l'ennui que la capacité à convaincre. On peut aussi remarquer la difficulté du gouvernement à promouvoir la participation, soit parce qu'elle est institutionnalisée d'en haut, soit parce que l'organisation politique a tendance à monopoliser les rôles, les décisions et aussi parce que la décentralisation se veut davantage comme une sorte de régionalisation du pouvoir central plutôt qu'une vraie autonomie locale.

Comme partout ailleurs dans le monde, les mouvements sociaux équatoriens ont perdu la force qu'ils avaient dans les années 90. Il y a eu l'effet de la crise économique, des erreurs politiques en raison de préoccupations immédiates, souvent électoralistes, la perte d'objectifs à long terme, l'invasion de la société de consommation, l'absorption du leadership par les nouvelles organisations et partis politiques et leur bureaucratisation, voire également la cooptation individuelle et de groupes par l'appareil d'État. Pour ces raisons, les mouvements sociaux se trouvent dans une relation d'inégalité majeure face à l'État.

À l'échelle internationale

Les facteurs externes, tels que la chute des prix des matières premières, jouent un rôle crucial dans la situation actuelle de l'Équateur et sont essentiellement dus à la crise internationale qui, depuis 2012, a commencé à affecter les pays du Sud et notamment l'Amérique latine. La base matérielle la plus importante du projet de progrès social souffre lourdement des conséquences de la crise du capitalisme mondial. Il s'agit d'un problème autrement plus grave qu'une crise financière et économique : c'est en réalité une crise de civilisation et ce n'est pas un phénomène temporaire, comme ne cessent de l'affirmer les dirigeants européens depuis 2008.

La situation internationale s'est dégradée. Non seulement le pétrole est, en quelques mois, passé de près de 100 dollars le baril à 37 dollars (pour l'Équateur, en août 2015), mais la crise européenne s'approfondit et la Chine, qui voit son économie ralentir, dévalue sa monnaie. La dollarisation de l'économie équatorienne permet de ralentir l'inflation existante, mais diminue sa compétitivité face aux économies voisines qui dévaluent leur monnaie (Pérou, Colombie, Venezuela).

Pour l'Équateur, l'effet immédiat est la nécessité de recourir à l'emprunt, qui connaît une accélération rapide, même s'il reste, pour l'instant, relativement modeste par rapport aux États-Unis, à la Belgique ou au Japon. Le besoin de trouver des sources de financement exige de nouvelles relations avec d'anciens ennemis, comme la Banque mondiale, Goldman Sachs ou le Fonds monétaire international (FMI), même si les conditions des transactions sont différentes, ou avec de nouveaux créanciers comme la Chine, la Thaïlande, le Qatar ou l'Arabie Saoudite. Le gouvernement est aussi confronté à la nécessité de réduire le taux d'investissements publics et de solliciter la coopération du secteur privé. Des politiques similaires à l'« austérité » de l'Europe sont annoncées, ce qui affectera inévitablement les revenus et l'emploi.

En se plaçant dans une perspective de modernisation du pays, surtout lorsqu'on pense que la crise sera passagère, il est logique d'envisager la mise en place des mesures estimées raisonnables et ayant pour but de sauver l'essentiel. Dès lors, une autre lecture de la réalité est perçue comme un réel danger. La réaction du Gouvernement est d'autant plus forte qu'il a la conviction profonde de détenir la vérité et qu'il peut revendiquer de vraies réussites.

2. Les événements d'août 2015

Les manifestations et les violences qui ont explosé en août 2015 ont été précédées par plusieurs

événements qui ont aidé à préparer un terrain favorable à la détérioration de la situation. Nous ne pouvons pas être exhaustifs ici, mais nous soulignerons quelques éléments.

La décision d'exploiter le pétrole de Yasuní est l'un d'entre eux. Sans doute y avait-il plusieurs raisons à l'adoption d'une telle mesure. La communauté internationale n'avait pas répondu aux attentes et le président Correa a déclaré que ce fut la décision la plus difficile de son mandat. En outre, il a affirmé que seule une infime partie de ce parc national serait touchée par l'exploitation pétrolière car les nouvelles technologies permettraient de minimiser les impacts environnementaux et que les communautés locales recevraient une part importante des bénéfices. Cependant, les groupes économiques nationaux avaient aussi intérêt à passer au plan B.

La résistance des jeunes, notamment ceux issus des zones urbaines, à l'exploitation du Parc Yasuní, est le résultat d'une prise de conscience généralisée sur l'écologie que nous pouvons retrouver dans de nombreuses régions du monde. En 2014, lorsqu'ils ont organisé une collecte de signatures (pétition) appelant à un référendum, la Commission électorale délégitima le processus et annula des centaines de milliers de signatures avec des arguments juridiques discutables, ayant un caractère formel (le format des formulaires, etc.) joints à certaines objections justes (répétition de signatures). Quand une délégation de ces jeunes se rendit à Lima pour témoigner devant un tribunal international d'opinion, le bus dans lequel ils voyageaient fut arrêté pour des raisons « techniques », entraînant un retard du voyage.

L'exploitation minière dans la vallée d'Intag par l'entreprise d'État chilienne CODELCO avec l'entreprise publique équatorienne ENAMI, a connu également une forte opposition dans une partie significative de la population locale. Ce ne fut pas la première fois. La lutte avait commencé au début des années 90, lorsque l'entreprise japonaise Bishi Metales avait obtenu la concession d'une partie du territoire de la vallée. La résistance des habitants réussit à expulser la société en 1997. En 2004, le gouvernement équatorien avait de nouveau autorisé l'entrée d'une autre multinationale, la canadienne Ascendant Copper. Les 76 communautés de la vallée finirent par expulser l'entreprise. Mais le gouvernement actuel démarra le projet Llurimagua avec les deux entreprises citées. Le 14 septembre 2014, les habitants de la région d'Intag bloquèrent l'accès à la mine. La réponse des autorités fut l'occupation militaire du site et l'arrestation de ses dirigeants avec l'objectif de gagner du temps et d'affaiblir les protestations.

Fin 2014, le siège de la CONAIE, prêté par l'État, fit l'objet d'une décision ministérielle de récupération du local à des fins sociales (des logements pour de jeunes toxicomanes) [2]. Cette décision compta sur le soutien du Président, qui accusa l'organisation d'avoir mené des activités politiques incompatibles avec son statut de mouvement social et de négligences administratives. La mesure provoqua de fortes réactions nationales et internationales. Finalement, l'ordre d'expulsion fut retiré quelques jours avant la visite du Pape, en juillet 2015. Mais les sept mois écoulés dans l'incertitude entraînèrent de nombreuses manifestations et mécontentements.

Le 1er mai 2015, la traditionnelle marche du travail fut divisée en deux. La première fut organisée par les mouvements sociaux traditionnels et l'autre par le gouvernement et les organisations qui lui sont proches. D'une ampleur similaire, les deux marches étaient toutefois assez différentes par les conditions matérielles de leur préparation. Les participants des provinces de la marche officielle furent transportés gratuitement et reçurent de la nourriture distribuée par les autorités. Dans l'autre manifestation, pour la première fois, l'un des slogans principaux était « Correa dehors » et certains groupes de droite s'y joignirent aussi. À la fin, des actions violentes eurent lieu, menées par des groupes de jeunes cagoulés qui ne purent pas être maîtrisés par les organisateurs de la marche.

Un énième cas fut l'annonce des deux projets de loi mentionnés ci-dessus, l'un sur l'héritage et l'autre sur la spéculation. Ils ont enclenché une forte réaction des différents groupes de la droite, traditionnelle et moderne, avec l'argument selon lequel il s'agirait d'une attaque contre la famille. Une partie de la classe moyenne a aussi rejoint le mouvement. Des manifestations quotidiennes ont été organisées dans le nord de la capitale, Quito, et il y eut une tentative, menée par des groupes de droite, d'occuper la Place de l'Indépendance (siège du Palais présidentiel). À son retour d'une réunion à Bruxelles en tant que Président *pro tempore* de la CELAC (Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes) Rafael

Correa a retiré provisoirement les deux projets de loi, afin d'apaiser les tensions à la veille de la visite du Pape François. Cependant, celle-ci fut seulement une parenthèse dans la confrontation politique. En effet, bien que les explications et les détails fournis sur l'application des lois par le gouvernement aient eu pour effet que l'opposition à celles-ci diminue légèrement, elle n'a pas pour autant disparu.

Le premier élément de la contestation fut la décision des dirigeants du FUT (un mouvement syndical historique) de mener une grève illimitée à partir du 13 août, avec plusieurs exigences en lien avec le travail, mais aussi politiques (le retrait des amendements à la Constitution, y compris celui concernant la réélection présidentielle). Pour sa part, la CONAIE a décidé d'appeler à un soulèvement indien, en commençant par une marche démarrée le 2 août depuis le sud du pays pour atteindre Quito le 12 août. L'organisation indienne avait un discours clair : l'objectif de la mobilisation n'était pas d'exiger la démission du président (il doit terminer son mandat) ni de renverser le gouvernement. Par ailleurs, toute alliance avec la droite était rejetée et un appel à réaliser une marche pacifique a été lancé.

Préoccupé par la situation qui était restée tendue après la visite du Pape, le gouvernement appela à un « dialogue avec tous les citoyens de bonne foi » et commença à organiser des réunions à l'échelle nationale, avec divers secteurs de la population. Dans l'espace d'un mois et demi, des centaines de groupes et d'organisations nationales et locales furent contactées. En fait, les discussions furent menées en grande partie avec des organisations plus ou moins proches du gouvernement. Malgré cela, de nombreuses critiques se firent jour, qui ciblaient de manière générale le manque de reconnaissance des bases populaires par les organismes et les autorités de l'État. Les organisations indiennes et syndicales traditionnelles ont refusé de participer à ces initiatives, en estimant que les conditions d'un dialogue n'étaient pas réunies, car celui-ci se réduisait souvent à une communication des décisions ou des projets gouvernementaux.

La grève, au départ pour une durée indéfinie, n'a pas connu un énorme succès, même si, dans la capitale, les activités diminuèrent et le centre de Quito fut paralysé. Il convient de rappeler que la grève est illégale dans les services publics, où les syndicats ne sont pas autorisés. Le soulèvement indien qui avait démarré dans le sud du pays s'est transformé en marche qui fut accueillie sans incidents par des sympathisants et des adversaires rencontrés sur le trajet. Mais son impact ne fut pas comparable avec les révoltes du passé. Plusieurs anciens dirigeants de la CONAIE et un certain nombre d'organisations indiennes et de syndicats nationaux et locaux se prononcèrent contre la marche. Ces faits ont permis au gouvernement de parler d'échec.

Pourtant, la manifestation du 13 août fut impressionnante. Il y avait des dizaines de milliers de personnes. Les Indiens étaient en tête. Dans la manifestation, il y avait aussi un certain nombre de drapeaux noirs caractérisant les groupes de droite. Plusieurs de ces derniers montrèrent une certaine agressivité dans leurs échanges verbaux avec la police. Leurs slogans étaient clairement hostiles au président Correa. Des jeunes cagoulés étaient présents en plusieurs endroits, malgré l'existence d'un service de sécurité organisé par les mouvements sociaux.

Les partisans du gouvernement et les membres d'« Alianza País » étaient sur la Grande Place, en face du palais présidentiel, où une estrade avait été installée pour un ensemble musical. Quelque dix mille personnes, dont beaucoup issues des couches populaires, étaient présentes sur la place et les rues avoisinantes, protégées par un dispositif policier et militaire impressionnant, qui avait pour mission d'empêcher les affrontements. Sur la place il y avait la garde présidentielle ainsi qu'un groupe de combattants shuar vêtus de noir, qui avaient servi lors la dernière guerre contre le Pérou.

À l'arrivée de la marche à proximité de la Place de l'Indépendance, au lieu de suivre l'itinéraire prévu jusqu'à la Place Saint-Dominique, un groupe de jeunes cagoulés de la gauche radicale, d'ailleurs assez discréditée, entre autres, à cause de l'utilisation de la violence, commença à lancer des pierres et des cocktails Molotov sur la police et l'armée, qui contrôlaient l'accès à la Place de l'Indépendance. C'est un fait qu'une partie de la jeunesse de la CONAIE se laissa influencer par eux et des manifestants initièrent des provocations. Deux dirigeants d'une organisation indienne se joignirent aux jeunes. La police et l'armée réagirent durement, en utilisant des gaz lacrymogènes.

Un autre dirigeant, le Président de l'ECUARUNARI, fut blessé par la police et placé en détention provisoire dans un hôpital. Sa compagne, Manuela Picq, journaliste et anthropologue franco-brésilienne, fut également bousculée, placée en détention et transférée dans un autre hôpital d'abord, puis dans un lieu de détention du ministère de l'intérieur. Son visa fut annulé. Cela a déclenché une campagne internationale de protestation. Une juge a statué sur sa remise en liberté, considérant que sa détention avait été illégale. Elle fut libérée, mais deux jours après, un juge rejeta la requête de demande de protection et, sans plus de recours possible, elle dût quitter le pays.

La marche se déroula sans autres incidents jusqu'à la Place Saint-Dominique, mais plusieurs manifestants se dirigèrent ensuite vers la place San Francisco, où il y eut de nouveaux affrontements. La police utilisa des chiens et des cavaliers pour disperser les manifestants, ce qui occasionna des blessés des deux côtés.

Le soir, le président Correa se rendit à la Grande Place pour condamner les participants à la manifestation par un discours particulièrement dur. Il affirma, dans une déclaration reflétant toute son exaspération, que la violence faisait partie de la stratégie de l'opposition. Il dénonça l'existence d'une coalition entre les Indiens, les syndicats et la droite. Il donna des détails sur une tentative de déstabilisation du gouvernement menée par une minorité et réitéra des propos injurieux contre les dirigeants indiens. Dans une certaine mesure, on peut comprendre son emportement quand on connaît les autres composantes de la situation du pays. Les prix du pétrole poursuivent leur déclin. La Chine et la Russie, mais aussi les pays voisins, continuent à dévaluer leurs monnaies. Le déficit commercial s'est accentué. Le budget de l'État devrait être sérieusement réduit. À cela se sont ajoutées les menaces d'éruption du volcan Cotopaxi, situé à proximité de Quito, et des prévisions pessimistes concernant le phénomène climatique d' « El Niño ».

Dans les provinces, théâtre durant une semaine entière d'actions des militants de base de la CONAIE, des dizaines d'incidents eurent lieu, tels que des manifestations non autorisées, des blocages de routes et des occupations de bâtiments publics. Ces actions ont notamment été menées dans la région comprise entre Loja et Cuenca, où elles furent organisées par le peuple kichwa saraguro, ainsi que dans l'Est du pays (l'Amazonie). À Macas, par exemple, le gouverneur fut immobilisé dans son bureau par des Indiens shuar et achuar, armés de lances traditionnelles. La réaction de la police fut dure et les Indiens amazoniens décidèrent finalement de quitter les lieux afin d'éviter une montée de la violence. À Quito, les Indiens campèrent dans des tentes dans le parc Arbolito pendant plus d'une semaine et à partir de cet endroit, les manifestations se poursuivirent tous les deux jours en direction du centre historique de la ville sans incidents et avec une plus grande maîtrise de la situation de la part des organisations.

Pendant la première semaine de protestations, une centaine de policiers furent blessés. Il y eut aussi une centaine d'arrestations et des dizaines de blessés parmi les Indiens et les autres manifestants, ainsi que des brutalités commises à l'encontre des femmes indiennes.

À plusieurs reprises, des sessions d'évaluation furent mises en place par l'organisation indienne et les syndicats. Il fut reconnu que la déclaration d'un soulèvement indien aurait dû être mieux préparée et qu'une grève illimitée n'était pas vraiment envisageable dans les circonstances socio-économiques actuelles du pays. Les dirigeants qui essayèrent de se rendre sur la Place de l'Indépendance furent critiqués. Ceux qui prétendaient que le départ de Rafael Correa devait être l'objectif principal des mobilisations furent réprimandés, car cette position était en contradiction avec la position initiale de la CONAIE. Pourtant, après la première semaine de mobilisations, il fut décidé de poursuivre les actions avec des manifestations dans la capitale et des actions spécifiques dans d'autres secteurs du pays, tout en essayant d'en préserver le caractère pacifique.

Plusieurs membres du gouvernement, conformément à la position du Président, déclarèrent que le dialogue avec les responsables du désordre et du chaos n'était pas envisageable.

Pour l'avenir, il semble évident que la première étape vers une solution consiste à empêcher de nouvelles violences, qui pourraient conduire à la perte de vies humaines et accroître la polarisation. Une telle situation mérite éventuellement une médiation venue de l'extérieur. Une seconde étape serait la création d'espaces propices au dialogue, basés sur une lecture réaliste de la situation. Pour y parvenir, les organisations indiennes et syndicales devraient se démarquer clairement des manœuvres de la droite et le

gouvernement devrait reconnaître la légitimité des mobilisations.

3. Un processus local intégré dans une logique d'ensemble mondial

Les réflexions de Bolívar Echeverría, l'un des plus grands intellectuels équatoriens d'après-guerre, dont la pensée se situe dans la ligne de l'école de Francfort, nous permettent de comprendre que la situation décrite n'est pas un phénomène purement équatorien, ni un projet « machiavélique » d'une organisation politique particulière, comme Alianza País, et encore moins celui d'un seul homme, le Président Correa. C'est la conception occidentale de la modernité qui est en question, parce que, selon cet intellectuel, depuis le début du Siècle des Lumières, cette dernière fut absorbée par la logique du capitalisme. Karl Polanyi, un historien de l'économie, a développé des idées similaires, en affirmant que le capitalisme est parvenu à dissocier l'économie de la société, ce qui lui a permis d'imposer la loi de la valeur à tous les aspects de la vie communautaire.

La chute du socialisme du XXe siècle est due en grande partie au fait que cette conception du développement humain n'avait pas changé avec le socialisme, puisqu'elle concevait le progrès de façon linéaire, comme le résultat de la science et des techniques et la planète comme un réservoir inépuisable de ressources naturelles. Pour la même raison, la Chine et le Vietnam ont adopté des politiques économiques basées sur la loi du marché, en ignorant les externalités, c'est-à-dire les conséquences écologiques et sociales. En Équateur, le même manque de vision holistique caractérise la conception de la « nouvelle matrice productive » : exporter sans tenir suffisamment compte des externalités, à savoir les dommages environnementaux et sociaux.

Évidemment, il ne s'agit pas de proposer un retour au passé, mais de redéfinir une nouvelle modernité, impliquant un changement de paradigme, avec des applications concrètes et des processus de transitions, pour répondre aux besoins de l'humanité et de la planète. Appliquée à la situation de l'Équateur, cette nouvelle modernité pourrait être baptisée « Bien commun de l'humanité », ou encore « *Buen Vivir* ».

Comme dans d'autres parties du monde, beaucoup pensent que le seul modèle possible, dans la conjoncture actuelle, est une amélioration du capitalisme (social et vert). D'une part, la force du système, malgré la crise, est énorme (on l'a vu en Grèce) grâce à la combinaison du capitalisme des monopoles avec les institutions financières et commerciales internationales. D'autre part, la pensée économique et sociale des mouvements et des nouveaux dirigeants politiques ne s'aventure pas au-delà de la formulation d'une nouvelle forme de développementisme (*neo-desarrollismo*), sans critique de la modernité capitaliste. Les défenseurs de ce modèle ont bénéficié d'un réel soutien populaire, qui a commencé à décliner seulement avec l'évolution des conditions économiques mondiales et, dans certains cas, à cause des erreurs commises. À cela on devrait ajouter l'absence d'une référence crédible après la chute du socialisme en Europe et l'évolution des modèles du socialisme asiatique. Dans une telle perspective, la proposition d'un nouveau paradigme semble être une illusion.

Pourtant, une autre pensée est possible et, face à la crise systémique du capitalisme, et notamment de la gravité de la destruction de l'environnement, elle apparaît désormais comme indispensable. Les transitions ne peuvent pas être conçues comme de simples adaptations du système à de nouvelles exigences sociales, culturelles, écologiques. On doit aller résolument de l'avant vers un nouveau paradigme, basé sur les pratiques dans les différentes sphères de la vie économique, sociale et culturelle, avec une vue d'ensemble (holistique) et sur la base de l'exigence éthique de produire, reproduire et améliorer la vie.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3342.
– Traduction d'Alex Anfruns, revue et ponctuellement modifiée par Dial.

- Source (espagnol) : Texte envoyé par l'auteur et publié sur le site le 28 août 2015 : El Ecuador de 2015: el agotamiento de un modelo en un contexto de crisis mundial.
- Source (français) : envoi par l'auteur.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Hauts plateaux – note DIAL.

[2] Voir DIAL 3313 - « ÉQUATEUR - Défi historique pour la CONAIE » – note DIAL.